

Lauren Viguié, élue municipale et métropolitaine de la France Insoumise
Thomas Mandroux, élu municipal de la France Insoumise

Nous avons appris par voie de presse, notre exclusion du groupe la France Insoumise du Conseil Municipal de Grenoble. Nous n'avons reçu aucun message, appel ou mail de la part du groupe, seulement constaté que nous n'étions plus dans les boucles télégram des élu-es. C'est une nouvelle violence à notre égard de la part d'Allan Brunon, qui, malheureusement, ne nous étonne guère, celle-ci s'inscrivant dans un système bien rodé de violences et de jeux de pouvoir qui desservent grandement le collectif insoumis.

Dans les faits, à cause des propos répétés et des actes que nous avons jugés violents, autoritaires, sexistes, LGBTphobes et un acharnement vécu comme du harcèlement moral, nous étions dans l'incapacité de siéger dans les instances pour lesquelles nous étions pourtant élu-es, afin de préserver notre santé. Thomas Mandroux ayant notamment été en ITT et sous traitement suite à la violence psychologique qu'il a subi. Il était physiquement impossible d'exercer notre mandat dans ces conditions. Nous déplorons de devoir aujourd'hui étaler sur la place publique des problèmes qui auraient dû rester en interne.

Nous regrettons que, par cette énième purge, Allan Brunon prenne le risque de salir l'image de notre mouvement alors que des démarches en interne étaient en cours, notamment auprès du Comité de Respect des Principes de la France Insoumise ainsi qu'auprès du Comité de suivi contre les Violences Sexistes et Sexuelles. Nous (et d'autres militant-es ayant subi des violences) avons entrepris ces démarches face à la gravité de la situation. Nous souhaitons laisser le temps au mouvement de prendre les décisions qui s'imposaient pour permettre notre retour au sein du groupe. Nous avons également proposé une médiation, par l'intermédiaire de la députée insoumise, Elisa Martin, ce qui a été refusé par Allan Brunon. Nous regrettons que par sa décision, celui-ci tente de se soustraire à l'effort nécessaire à tous les mouvements militants : la remise en question des schémas patriarcaux et autoritaires qui gangrènent l'ensemble de notre société et dont aucuns partis politiques n'est exempt.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'Allan Brunon a fait preuve d'un manque de loyauté envers le mouvement insoumis, ses pratiques ne s'inscrivant pas dans l'ADN de la France Insoumise. Nous ne nous retrouvons plus dans un groupe qui, pendant la campagne, manquait de cohésion et de respect à l'égard de certains membres de la France Insoumise, que ce soit des militant-es, nos député-es, ou encore des cadres nationaux. Ces manquements portent atteinte à la cohésion et à l'image de la FI. Nous souhaitons d'ailleurs absolument rassurer les Grenoblois-es choqué-es par les agissements d'Allan Brunon, que nous savons nombreuses et nombreux : il ne représente pas la France Insoumise, dont il trahit constamment les principes.

En ce qui nous concerne, malgré notre exclusion unilatérale du groupe de la France Insoumise au Conseil Municipal, nous restons fidèles à notre engagement en faveur d'une société plus juste, plus unie et plus respectueuse de toutes et tous, à l'image de la Nouvelle France que nous appelons à prendre le pouvoir. C'est pourquoi nous continuerons notre engagement en faveur de la victoire du mouvement insoumis et de son candidat Jean-Luc Mélenchon lors de l'échéance de 2027. Le passage à une VI^e République apparaît d'ailleurs d'autant plus nécessaire : il est temps de dépasser un système politique qui met trop en

avant des personnalités au détriment du fond, et, ce faisant, entraîne les dérives que nous vivons à présent : quête du pouvoir personnel et courtoisane, violences et discriminations.

C'est parce que nous continuons de nous retrouver dans l'Avenir en Commun que propose la France Insoumise, et parce que nous avons participé activement à l'élaboration du programme municipal que continuer notre mandat en dehors du groupe de la France Insoumise n'aurait pas de sens. Pour également nous concentrer sur la victoire de Jean-Luc Mélenchon en 2027 et la défaite du péril fasciste, nous présenterons notre démission de nos mandats municipaux et métropolitains. Nous rembourserons intégralement les indemnités perçues à ce titre. Nous regrettons, que lors de l'entre-deux-tours Allan Brunon et ses proches, dans la précipitation, n'aient pas veillé aux positions non éligibles sur la liste de fusion. Cela aurait permis à d'autres camarades de reprendre notre flambeau. Cette négligence affaiblit le groupe LFI à présent, et probablement à l'avenir également, car nous ne sommes que les premières victimes.

Nous appelons au respect de chacun et chacune et espérons que cette page sera tournée au plus vite et non pas alimentée par des mensonges et calomnies, et nous nous en remettons comme nous l'avons toujours fait aux instances internes de notre mouvement pour la suite. A cet effet, nous nous réservons le droit de ne pas répondre aux futures sollicitations à ce sujet.